

Société

Élève la journée, sans-abri la nuit

C'est une réalité difficile à croire en 2025 : chaque soir plus de 2 000 enfants dorment dans la rue en France, faute d'hébergements d'urgence suffisant. Sur le terrain, chacun se mobilise pour essayer de trouver des solutions face aux défaillances des services de l'État. Rencontre avec ces oubliés de la société.

« Aujourd'hui, c'était l'évaluation de maths », Lili* feuillette ses cahiers. « Je viens de Géorgie », pointe-t-elle du doigt sur une carte des cours de géographie. À 13 ans, l'adolescente, ses deux frères de 11 et 15 ans et leurs parents vivent à la rue. « On a passé cinq nuits devant l'Hôtel de Ville de Paris. Deux fois sous une tente, une fois avec simplement des couvertures et une autre sans rien », raconte la jeune fille, scolarisée en 4^e dans un collège du XV^e arrondissement de la capitale.

« Les profs ne comprennent pas pourquoi je suis fatiguée et absente. Ils ne connaissent pas ma situation ». Et Lili ne souhaite surtout pas les en informer. Ses amis n'ont plus ne sont pas au courant. Montrer le visage d'une collégienne comme les autres est important pour elle. Reste que Lili a été rattrapée par la dure réalité : « Un jour, je me suis endormie en cours de musique. La prof m'a demandé pourquoi je dormais et pourquoi j'étais toujours en retard. Je lui ai tout expliqué. »

Si elle a les yeux fatigués, Lili ne se départit pas de son sourire radieux qui illumine son visage encadré par sa longue chevelure noire. La jeune fille sans papier, qui a changé deux fois de collège en cinq mois, est passionnée de handball : « Tous les mercredis je joue. J'adore ! Mais pour jouer, il faut de l'énergie et je n'ai pas d'énergie ». Et pour cause : cela fait cinq mois qu'elle et sa famille dorment dans trois toiles de tente, installées dans une grande salle, gérée par l'association Utopia 56. Cet espace, situé porte de Bagnolet en périphérie de Paris, propose une soixantaine de tentes et peut accueillir jusqu'à 130 personnes au total.

A 18 heures tous les soirs devant l'Hôtel de Ville

« Je dors avec ma mère, mes deux frères ensemble et mon père seul. Ce soir, il n'y a pas beaucoup de monde. Je devrais pouvoir mieux dormir. Sinon il y a trop de bruit », confie Lili. Impossible alors pour elle de faire ses devoirs dans de telles conditions. « Quand je le peux, je reste travailler au collège, mais ce n'est pas toujours possible car nous devons être à 18 heures tous les soirs devant l'Hôtel de Ville ».

Chaque soir c'est en effet à cet endroit, en plein centre de Paris, que des dizaines de sans-abri se rassemblent pour profiter de la soupe populaire et s'enregistrer auprès d'Utopia

56 dans l'espoir que l'association leur trouve une solution pour la nuit. « Ce soir, nous avons 14 solutions à proposer : des lieux d'accueil chez des familles volontaires, dans des paroisses, des gymnases... C'est un gros soir », juge Mathilde, l'une des bénévoles. Quand Utopia n'a pas suffisamment de solutions, les familles - qui n'ont pas trouvé d'hébergement non plus grâce au 115 - se retrouvent alors livrées à elles-mêmes.

« Ni chauffage, ni douche »

Chaque nuit, plus de 2 000 enfants dorment à la rue en France. Un chiffre qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années (*lire par ailleurs*). Lyon, Strasbourg, Grenoble, Rennes, de nombreuses grandes villes sont confrontées à ce fléau. « Nous accompagnons plutôt des familles sans papiers qui ont fait une demande d'asile. Certaines viennent d'Afrique subsaharienne, d'Europe de l'Est ou du Maghreb », souligne Samira Dadache, administratrice nationale de la FCPE, engagée en Isère. « Mais les enfants à la rue ne sont pas tous sans papiers. On a de tout », nuance Mathilde.

Depuis le 6 janvier, le fils de Soraya*, âgé de 16 ans, qui souffre de crises d'épilepsie, est scolarisé dans un collège parisien. En France depuis huit mois, cette mère de famille venue de RDC, qui a fait une demande d'asile, galère, elle-aussi, cha-

« Les profs ne comprennent pas pourquoi je suis fatiguée et absente. Ils ne connaissent pas ma situation. »

Lili*, 13 ans, collégienne sans domicile fixe

que soir pour trouver un endroit où dormir. Depuis cinq mois maintenant, Soraya et son fils dorment au même endroit que Lili et sa famille, sous une tente, porte de Bagnolet : « Dans cet espace, on a ni chauffage, ni douche », témoigne-t-elle. Pour se doucher, les familles doivent se rendre dans des espaces de jour, gérés par d'autres associations.

L'association Utopia 56 reconnaît que les solutions proposées ne sont pas toujours idéales, « ces personnes devraient être prises en charge par l'État, nous ne sommes qu'une rustine », explique Tristan, qui gère l'espace de Bagnolet. « D'ailleurs cet endroit n'a pas vocation à durer. Le contrat se termine fin avril. Après, il nous faudra trouver d'autres locaux vides... »

Ce soir, Lili peut encore « profiter » de cet endroit. Emmisouflée dans sa couette sous sa toile de tente, la jeune fille a les yeux rivés sur son smartphone, avant de lâcher : « J'aimerais tellement dormir dans un lit »...



• Dossier réalisé par Alexandra Simard

* Les prénoms ont été changés.

► Retrouvez ce reportage en vidéo sur le site internet de votre journal

Pourquoi de plus en plus d'enfants dorment à la rue

Fin 2017, Emmanuel Macron avait promis que plus aucun enfant ne dormirait à la rue. Force est de constater que le président de la République est bien loin d'avoir tenu parole. En 2024, plus de 2 000 enfants sont sans-abri, dont plus de 460 étaient âgés de moins de 3 ans. Soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente et de 120 % par rapport à 2020, selon les données de l'Unicef. Un chiffre en réalité plus élevé car il ne prend pas en compte les familles hébergées par le 115.

Paris, Lyon, Strasbourg, Grenoble ou Rennes... de nombreuses villes sont confrontées au sans-abrisme

infantile. « Les grandes villes sont particulièrement concernées, car c'est là que les familles viennent chercher du travail », explique Raphaël Vulliez, cofondateur du collectif Jamais sans toit. Dans l'agglomération lyonnaise par exemple, « 400 enfants dorment à la rue, dont plus de 200 dans la ville de Lyon. Un chiffre en hausse de 20 à 30 % par rapport à 2024. Et qui a été multiplié par six par rapport à 2022 », constate Raphaël Vulliez.

Il manque 10 000 places d'hébergement

Face à cette situation, les

203 000 places d'héberge-

ment d'urgences se révèlent insuffisantes. Selon les associations, il en manque 10 000.

Plusieurs facteurs expliquent l'aggravation du sans-abrisme. D'abord, si les chiffres ont autant augmenté depuis la fin de l'épidémie de Covid, c'est que durant la période de confinement, les hôtels vides avaient ouvert leurs portes aux personnes sans logement. Le manque d'hébergements d'urgence s'inscrit aussi dans une crise persistante du logement en France. La production et les attributions de logements sociaux sont à leur plus bas niveau. Et le nombre d'expulsions locatives augmente. En

2023, plus de 21 500 ménages ont été expulsés avec le concours de la force publique, soit presque deux fois plus qu'en 2021 (12 000 ménages). « Cette situation risque de se déteriorer en raison de la loi dite «anti-squat», met en garde l'Unicef. L'accompagnement social des personnes sans domicile est également un élément essentiel pour les sortir de la misère. De plus,

parmi les personnes sans abri, de nombreux sans papiers ne peuvent s'insérer sur le marché de l'emploi, faute de documents administratifs en règle. Ce qui les enferme dans leur situation de précarité.

Alors que le budget 2025 est

soumis au vote de l'Assemblée nationale ce lundi, la ministre du Logement avait affirmé avant la commission mixte paritaire (CMP) que les 250 millions d'euros prévus seraient maintenus ainsi que les 203 000 places d'hébergement d'urgence pour l'année 2025.

Les acteurs de terrain réclament, pour leur part, une loi pluriannuelle et que le sans-abrisme infantile soit reconnu comme une grande cause nationale. Samira Dadache, administratrice nationale de la FCPE, réfléchit, elle, à saisir la Défenseure des droits, pour mettre l'État face à ses responsabilités.